

Des amicales d'hier aux associations de quartier d'aujourd'hui. Un essai de typologie[©]

par Abdelhafid Hammouche

Maitre de conférence à l'université Lumière, Lyon II, chercheur au CNRS-Cresal, Saint-Étienne.

Texte publié dans la revue "Hommes et migrations" n°1229, janvier/février 2001*

À partir d'exemples concrets en Rhône-Alpes, un voyage dans le monde des associations issues de l'immigration, depuis les amicales des années soixante, relais de l'État du pays d'origine jusqu'aux associations de femmes, courroies de transmission de la politique de la ville, en passant par les revendications culturelles des années quatre-vingt et les associations de quartiers de la classe d'âge suivante. Une évolution qui met en lumière les processus d'individuation à l'œuvre, entre la génération des primo-migrants organisée sur des bases communautaires, et celle d'aujourd'hui qui conçoit l'engagement associatif comme une expérience personnelle au service de la collectivité locale.

L'attention prêtée aux associations ayant un lien plus ou moins affirmé avec l'immigration, par exemple celles qui sont situées dans les banlieues ou d'autres qui impliquent les "femmes relais", se limite le plus souvent à la fonction "intégrative" qu'on leur prête. Il serait sans doute plus judicieux de situer les associations de ce type dans l'histoire de l'immigration en France et de mettre en perspective les différentes périodes où elles apparaissent.

Ainsi, depuis les années soixante et jusqu'à nos jours, on a vu se succéder plusieurs formes d'associations, d'abord de primo-migrants, puis de jeunes et de femmes issus de l'immigration

maghrébine. Les premières se constituaient dans la perspective d'un retour, et donc d'une présence provisoire en France, alors que les secondes œuvrent pour favoriser un ancrage, une sédentarisation. Dans les deux cas, la présence est problématique ; la relation à l'espace public est caractérisée par une sorte d'attitude de réserve pour les premières et par une position plus en vue pour les secondes.

Les années soixante sont celles des grandes associations, fortement reliées au pays d'origine et agissant comme relais gouvernementaux - c'est le cas de l'Amicale des Algériens en Europe (AAE), de l'Amicale des Tunisiens en France, de l'Amicale des travailleurs et commerçants marocains - ou au contraire s'opposant aux régimes en place, comme l'Union générale des travailleurs tunisiens ou l'Amicale des Marocains en France.

On a sélectionné ici quatre associations pour illustrer ce qui pourrait constituer quatre manières d'être présent dans l'espace public français¹. Ces associations peuvent être considérées comme des espaces "intermédiaires", ni complètement communautaires - au sens de la communauté villageoise d'origine - ni complètement publics. Car ces formes associatives qui changent indiquent autant une évolution du contexte que des "problèmes" à résoudre.

Le temps des pères

Les amicales et le lien au pays

Dans les années soixante et soixante-dix, une association de primo-migrants comme l'Amicale des Algériens en Europe (AAE), à Saint-Étienne, sert de courroie de transmission entre un pouvoir auréolé d'une indépendance fraîchement acquise et des migrants démunis des solidarités communautaires. Elle agit en interface, d'abord avec l'administration consulaire et éventuellement pour aider dans les démarches auprès des autorités

françaises. Elle est, à l'instar du FLN (Front de libération nationale) et de toutes les "organisations de masse", en position de monopole. L'unité est une exigence politique, d'autant qu'est rappelée, implicitement ou plus rarement explicitement, sa fonction de représentation des migrants. Ceux-ci ne s'investissent guère dans la vie associative, sauf ceux qui en sont les militants attirés (en fait des permanents). Les migrants qui veulent obtenir quelques facilités d'accès aux services rendus en

* Contact : Philippe Dewitte - Tél : 01 40 09 69 19 - Fax : 01 43 48 25 17 - e-mail : hetm@adri.fr site : www.adri.fr - "Hommes et migration" : Gip Adri, 4 rue René -Villermé 75011 Paris

1 - Cf. Abdelhafid Hammouche, " Expérience privée, appartenance communautaire et engagement public ", in Jacques Ion et M. Peroni (dir.) Engagement public et exposition de la personne, Édition de l'Aube, 1997, p. 85-97.

France ou en Algérie (pour faire accélérer l'obtention d'un acte de naissance par exemple) se retrouvent en position d'obligés. La vie associative reste formelle et son organisation est pyramidale, les réunions avec les adhérents sont peu fréquentes et se limitent bien souvent à des échanges sur les activités habituelles. Les permanents sont des personnalités locales qui pèsent sur le choix des projets : des manifestations culturelles, notamment en période de ramadan (par exemple des concerts), s'ajoutent aux activités sportives.

Le militantisme au sein de l'Amicale des Algériens ou de l'UNJA (Union nationale de la jeunesse algérienne) exprime, certes, un engagement politique et une forme d'encadrement qui rappellent et alimentent les rapports avec le pays d'origine, la mémoire historique récente et la nécessité du retour, mais il façonne surtout une transition entre lien communautaire et inscription sociétale. C'est une activité discrète au service d'une communauté à préserver qui caractérise le militant de la première vague. L'accès à l'espace public est faible, la relation aux adhérents est quasi secondaire et l'action répond aux injonctions venues "d'en haut". L'appartenance communautaire, sans être revendiquée en tant que telle,

joue à plein pour favoriser les "siens" - au sens du lignage, de la communauté villageoise ou régionale - parmi les "semblables" (les immigrés). C'est le temps d'une superposition entre un lien communautaire résiduel et un lien sociétal qui n'arrive pas à s'imposer, et d'une individuation limitée, à l'instar de ce que génère le "deuxième âge" de l'émigration², ni tout à fait détaché de la communauté, ni tout à fait en conformité avec sa logique.

Les relations au sein de l'association sont marquées du sceau du temporaire : on se croise dans des relations de "guichet" mais on ne s'affronte guère, malgré les récriminations nombreuses que les adhérents expriment en privé. La "fierté" de l'État national ne résiste pas au "détachement". Mais les adhérents restent pour la plupart des usagers, à l'exception de ceux qui ont activement participé à l'organisation et aux activités du FLN durant la guerre. Ceux-là trouvent dans l'AAE une suite à leur engagement et une réactualisation de leur prestige. Les rapports entre permanents et usagers se construisent sur un double registre : celui de l'administratif génère des rapports de "greffe"³, celui de la sociabilité exprime des rapports où se combinent le respect "politique" et le respect "communautaire".

Le temps des fils

Associations culturelles dans la ville

La deuxième vague d'associations, celle des années quatre-vingts, répond à une autre injonction, plus ou moins explicite, mais émanant cette fois-ci de la société d'accueil : "l'intégration" devient l'objectif alors que la référence au pays d'origine est beaucoup plus discrète. Le contexte a bien changé et les associations d'immigrés se multiplient après l'arrivée de la gauche au pouvoir. Ce sont d'abord des organisations locales qui naissent dans les années 1983-1985, avant que n'apparaissent des associations à vocation nationale et s'inscrivant plus nettement dans le champ politique français pour combattre le racisme - SOS Racisme -, ou pour "accélérer l'intégration" - France Plus⁴.

La naissance des associations locales prend souvent appui sur des réseaux existants (d'assistance aux immigrés par exemple). C'est le cas par exemple de

Grain magique, basé à Saint-Étienne, dont les fondateurs avaient milité au sein de l'Union nationale de la jeunesse algérienne (UNJA). Grain magique fait cependant exception, en ce qu'elle constitue une sorte de transition. En effet, les fondateurs sont des universitaires qui ne cherchent pas nécessairement des débouchés professionnels dans les métiers du travail social, contrairement à la plupart des dirigeants des associations de même type.

Les membres du bureau sont une enseignante, un ingénieur (le président), un économiste et un directeur d'organisme de formation (les deux vice-présidents). Dans ce cas, les associations revendiquent un discours politique, mais aussi culturel : "Pour nous maintenant, il est clair qu'agir en citoyens à part entière, faire de la politique au sens noble du terme, suppose la constitution d'une parole immigrée ou issue de l'immigration en force

2 - Abdelmalek Sayad, " Les trois âges de l'émigration algérienne en France ", Actes de la recherche en sciences sociales, juin 1977, p. 59-80.

3 - Cf. T. Machalon, " L'Algérie des cousins ", Le Monde Diplomatique, novembre 1994, où l'auteur évoque " deux sources de légitimité " pour expliquer les rapports entretenus avec l'administration, ressentie comme une entité étrangère au corps social. Étrangeté et distance que l'on retrouve dans les rapports aux associations, qui ne deviennent " recevables ", au-delà du passage obligé, qu'à la condition qu'un proche en fasse partie.

4 - Alain Battégay, " La déstabilisation des associations beurs en région Rhône-Alpes ", Les annales de la recherche urbaine, n° 49, décembre 1990, p. 104-113.

d'animation politique. [...] Il faut réinventer la démocratie française, redescendre dans une relation de proximité avec la population, associer plus largement les composantes de la société à la gestion du politique. [...] Notre effort doit donc porter sur la redéfinition d'un espace communautaire culturel intégrant la dimension du rapport Nord-Sud ⁵.

A Lyon, Le NomadeS (dont l'adresse est précédée d'un clin d'œil interculturel : chez Zoubida Gonzalès⁶) affiche un concept de croisement des genres et des origines et affirme "chercher à dépassionner les confrontations interculturelles, en suscitant des actions et débats qui contribuent à faire le choix de l'intelligence, et de relations constructives". Le fondateur de l'association a également été durant plusieurs années président de SOS Racisme au niveau régional.

Le NomadeS connaît une reconnaissance, une quasi-institutionnalisation (par des accords de coopération avec des associations de prévention spécialisée ou avec des mairies d'arrondissement), et un passage de relais du fondateur et de son équipe à des "héritiers". La "mixité" des cultures se vérifie au sein de l'équipe de militants qui entoure le fondateur et dans celle des "héritiers", mais l'ancien comme le nouveau président sont maghrébins, âgés d'une quarantaine d'années, professionnels du travail social. Les Maghrébins sont les plus influents et ils se trouvent quelques adhérents pour pointer (et implicitement regretter) le poids de la culture maghrébine devenue, à leurs yeux, la "culture de référence" du Nomade S. La vie institutionnelle est relativement formalisée (carte, adhésion, courrier.. .) et les activités ne sont pas nécessairement répétitives : l'opportunité du pacte Arafat-Rabin pour faire une fête, l'exposition "Anne Franck" en relation avec l'association du même nom à Amsterdam, mais aussi, plus régulièrement, le bal "beurs-blanc-rouge" du 14 juillet ou des expositions de peinture... Le centre de l'activité est un café (qui se nomme le NomadeS) où se retrouvent régulièrement les sympathisants et où sont réalisées ponctuellement certaines manifestations (expositions, fêtes...).

L'affirmation d'une identité double

Cette deuxième vague prend corps alors que la "communauté-mosaïque" se meurt et que

s'inscrivent de nouvelles relations au sein d'une "communauté-intermédiaire" qui consacre une double distance : celle qui se maintient avec la société d'accueil, celle qui se vérifie dorénavant avec la communauté d'origine "en décomposition".

Le fondateur du NomadeS, comme d'autres militants, s'est frotté aux permanents de l'AAE, de l'intérieur ou dans une des organisations qui lui sont liées (comme l'UNJA). C'est dans ce premier espace que s'est façonnée leur démarche individuelle initiale; ils s'y expriment autant pour eux-mêmes que pour les autres jeunes. Les uns et les autres ne font pas mystère de leurs engagements antérieurs. Ils ont d'abord connu les associations de la première vague en interne et dans l'orthodoxie, puis en lisière, avant de se retirer et de lancer leurs propres mouvements.

Les orientations sont problématisées et la part culturelle revendiquée au NomadeS prime, alors que les questions de fonctionnement apparaissent secondaires. D'une certaine manière, ces militants adoptent d'abord des attitudes parfois contestataires, mais "de l'intérieur de la communauté", qui prennent sens dans la perspective d'un retour au pays d'origine, puis des positions plus affirmées et de l'extérieur des espaces communautaires, lorsque le retour devient de plus en plus incertain. Ils se forment, progressivement et dialectiquement, une trajectoire individuelle lorsque la logique groupale commence à perdre de son sens. Leur engagement, quelle que soit la scène - privée ou publique - n'implique pas le groupe de filiation mais tente de construire un autre mode de lien, par la famille qu'ils fondent et par le choix individuel qu'ils imposent à leurs parents ⁶, par l'association, qui vise un ancrage et non plus la perpétuation du lien au pays d'origine. C'est le temps de l'émergence, puis de l'affirmation d'une aspiration individuelle par opposition au groupe (familial, villageois, national). Mais cette opposition est dialectique : ils reprennent un héritage culturel "sublimé" et se veulent fils de la République.

Sans qu'il soit fait référence à une hiérarchisation par classe d'âge, le "respect" (complice, amical...) rappelle un tant soit peu l'organisation de la vie sociale au Maghreb. La question de l'identité est déplacée : elle ne s'adresse pas seulement à

5 - Cf. Élisabeth Chikha, " Grain magique. Des militants stéphanois lucides et exigeants ", H&M, n° 1164, avril 1993.

6 - Pas toujours lors de la première union, où la proximité avec les parents conditionne la marge de manœuvre que chacun s'accorde. Cf. Abdelhafid Hammouche, Mariages et immigration. La famille algérienne en France, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1994.

l'enfant d'immigré mais à l'autre, prétendument semblable, à qui il est demandé de reconsidérer l'espace des origines. L'affirmation de l'identité

culturelle entre Français "de souche" et enfants d'immigrés passe alors par cette redélimitation symbolique.

Le temps des frères

Les associations de quartier

A partir du début des années quatre-vingt, à Vénissieux, l'association AOK (Association du quartier Kamarov) intervient dans le domaine social, essentiellement dans le soutien scolaire et, de façon secondaire, dans l'animation et les loisirs. Les orientations sont peu explicitées et les relations avec les adhérents peu formalisées (ni adhésion, ni carte ne sont réclamées). AOK réunit de jeunes dirigeants qui ne visent pas explicitement un quelconque "mixage" mais plutôt l'aide aux jeunes, et particulièrement à ceux qui, à leurs yeux, ont besoin d'un soutien scolaire. La vie institutionnelle, hormis les premiers mois et par nécessité, est pour ainsi dire inexistante (le conseil d'administration ne se réunit que très rarement). Le démarrage est difficile, balbutiant ; comme pour d'autres associations du même type, cela atteste d'une sorte de précipitation et d'empressement, sans doute pour occuper un créneau nouveau, mais aussi pour répondre à une injonction "d'en haut". À ses débuts, AOK doit compter sur différents appuis pratiques (pour constituer les statuts, asseoir le fonctionnement au quotidien, rechercher des locaux ...). Les membres du noyau actif sont des étudiants qui "veulent faire bouger les choses".

D'autres associations apparues à la fin des années quatre-vingt agissent sur le même territoire (parfois au-delà). Ainsi de l'Association loisirs culture solidarité (ALCS) qui, dans sa structuration, se rapproche de AOK mais se différencie de celle-ci en investissant essentiellement dans le loisir. Fraternité et Espoir, également sur ce territoire, est une association à vocation religieuse: elle gère la mosquée du quartier, organise un soutien scolaire et diverses activités (bibliothèque, vente de cassettes, de merguez...). Les militants repérés des trois associations ont pratiquement les mêmes âges (entre vingt et vingt-cinq ans) et les mêmes types d'ancrages territoriaux. Ces structures apparaissent au moment où se multiplient des associations qui ne sont pas toujours liées à l'immigration, sur des sites où la présence immigrée est forte, comme c'est le cas à Vénissieux ⁷. Pour certaines d'entre

elles, notamment pour les associations de jeunes, et au moins en apparence, on fait table rase du passé, comme s'il fallait se dégager de toute antériorité. On voit par exemple, à Vénissieux comme à Grigny (également dans le département du Rhône), où sont présentes deux fortes communautés de harkis, des jeunes Maghrébins s'associer en faisant fi des clivages qui perduraient depuis la guerre d'Algérie.

Connivence entre "petits" et "grands frères"

Certaines de ces nouvelles associations émergent, surtout dans les années quatre-vingt-dix, dans un espace public territorialisé et "ethnalisé" ⁸. Ici le militant joue de la "connivence", au sens de l'entente - territoriale et surtout culturelle - entre proches; des accords tacites concernent par exemple l'attitude à l'égard de la police. Le responsable associatif paye de sa personne pour séduire (par l'humour, le savoir, la ruse ...) un adhérent qui ne cesse de se redéfinir et dont la présence n'est jamais vraiment acquise. Les rapports d'autorité avec les enfants - les "petits frères" -, les sermons peu "académiques", les répliques entre eux et devant les enfants concourent apparemment à rappeler d'abord qu'ils ne sont pas "dupes", et en ce sens qu'ils n'appartiennent pas entièrement à "l'autre monde", qu'ils connaissent la "magouille" et qu'en conséquence leur position ne saurait se comprendre ni comme une fuite (de ce monde-ci), ni comme une position de faiblesse (par rapport à d'autres leaders, notamment délinquants).

Ces responsables tentent de fonder leur légitimité par un croisement de reconnaissance de terrain et institutionnelle. Les dirigeants inscrivent leur leadership dans l'immédiat ⁹, dans le temps et les territoires contemporains de leur démarche : ils créent ex nihilo, en quelque sorte et, s'enfermant dans une relation sans assise, sont contraints de faire sans cesse leurs preuves aux yeux de leurs partenaires, mais surtout auprès des "leurs", qui au fond ne les reconnaissent que par intérêt tactique (surtout pour les loisirs, où AOK s'avère être un intermédiaire efficace).

7 - Jacques Barou et Lucie Mélas, " Mémoires zupéennes ", H&M, n° 1180, octobre 1994, p. 30-35.

8 - Cf. Fonda Rhône-Alpes, Enjeux associatifs aux Minguettes. Document de travail pour un questionnement des acteurs locaux, septembre 1993, p. 9 ;

9 - " L'objectif essentiel est de s'organiser entre soi et de s'en sortir " ; " Les nouvelles associations se veulent avant tout en prise avec le quotidien ", in Fonda Rhône-Alpes, document cité, p. 6-7.

Les animateurs de l'AQK énoncent son objectif (l'aide aux plus jeunes) comme une sorte d'évidence qui n'est jamais remise en question, même lors des périodes de transition (changement de dirigeants ou baisse sensible de la présence sur le terrain). Tout se joue sur la nécessité de convaincre, les plus jeunes comme les autorités. Il y a une sorte de dépendance à l'égard des premiers, devenus, pour le coup, les garants de l'utilité de l'association. Leur présence et le retentissement des actions engagées en leur faveur leur délivrent un gage de légitimité. Cette question de légitimité, souvent implicite, est quasi-permanente. On se "donne", par le truchement de l'aide aux autres dont on est proche et différent, et ce don appelle un contre-don sous forme de reconnaissance sociale. C'est une doctrine d'emprunts qui se forge progressivement, jusqu'à l'essoufflement de l'association au bout de quelques années.

L'association un lieu de passage

Au départ, aucune exigence formelle (pas de carte, pas d'adhésion) ne vient baliser la relation aux adhérents, avant que, pour une deuxième phase, les dirigeants n'affichent la volonté d'imposer une démarche de "projet", en s'appuyant non plus seulement sur l'aide matérielle des travailleurs sociaux, mais aussi sur leurs discours pédagogiques.

Ce recentrage gagne à être éclairé par une comparaison des pratiques associatives, par une mise en miroir non des dirigeants, mais de l'attitude des adhérents, entre ceux de l'AQK et ceux de l'association religieuse Fraternité et Espoir, qui agit sur le même territoire. Car à peu de distance

physique, la présence des "frères" éclaire autrement l'affirmation de soi : au titre du religieux, l'individu se fonde délibérément (mais aussi ponctuellement ?) dans la recherche d'une "paternité primordiale". On voit d'un côté une quasi-absence de contrainte chez les premiers et, même si le terme est délibérément excessif, une "soumission" chez les seconds, notamment à des "responsables" qui ont en charge un secteur particulier (par exemple la bibliothèque et les cassettes, ou la vente de merguez). L'AQK reste un lieu de passage, et non pas un lieu d'ancrage, où l'on évite, autant que faire se peut, toute confrontation. Ici, il faut éviter les tensions et le savoir-faire relationnel sert à déminer préventivement (par rapport aux jeunes qui ne viennent pas à l'association, aux "leaders"...).

On l'a dit, l'ancrage est territorial, sans passé, mais aussi sans véritables perspectives. La personne apparaît sans filiation, se référant à l'histoire récente du quartier, tandis que la référence aux cultures d'origine est tout à fait secondaire. Pour certains, il faut prendre le risque de se distinguer, c'est-à-dire de se mettre en avant, et de se heurter, parfois violemment, à ceux qui restent en marge. Le danger est physique et peut être conjuré par une extrême personnalisation (charisme, doigté relationnel). D'autres, comme les membres de l'association religieuse, adoptent une attitude inverse, risquant ainsi l'anathème (le rejet de l'opinion publique) ou la "soumission". Le lien ne réfère plus à la mémoire et à la paternité mais se fonde sur la proximité et avec les collatéraux, la distinction s'établit en terme de classe d'âge entre "grands" et "petits" frères.

Le temps des mères

Auxiliaires de l'action publique

L'association Les Amis de la maternité (ADLM), constituée en 1992 dans une ville de la région lyonnaise, est animée par des femmes de différents quartiers qui proposent des activités de détente aux patientes de la maternité de cette ville¹⁰. Même si cette association naît dans un contexte particulier, celui de la fermeture de la maternité, et avec au départ l'objectif d'en obtenir une réouverture, sa création récente laisse penser qu'elle s'inscrit dans le cadre des dispositifs de la politique de la ville. La présence de nombreuses autres associations sur la

ville conforte cette hypothèse de créations simplement "conjoncturelles". En effet, les objectifs affichés par la plupart de ces associations paraissent, pour l'essentiel, se référer aux axes d'intervention énoncés dans les programmes d'action définis par les politiques publiques (l'aide aux "jeunes", les activités socio-culturelles, la participation à "l'insertion"...), et laissent entrevoir un processus d'instrumentalisation des associations.

Ce processus est alimenté, si l'on peut dire, autant

10 - Cf. Abdelhafid Hammouche, "regroupements, sociabilité et engagement public : l'exemple des Amis de la maternité", in L'action collective à l'épreuve de l'engagement bénévole, recherche coordonnée par Jacques Ion dans le cadre du Programme de recherche partagé sur la ville, n)E092 369501 du contrat de Plan État-région Rhône-Alpes, p. 97-109.

par la commande publique que par les appropriations tactiques qu'en font parfois les habitants eux-mêmes. Par exemple, les demandes de logement et/ou de mutation, sans être tout à fait un objet de transaction, peuvent être plus ou moins facilitées selon la position reconnue du demandeur dans l'espace associatif. Le militantisme associatif semble procurer quelques facilités : un poste de gardiennage en CES, des "médiations", un encadrement de chantier..

Certains intervenants évoquent la relation entre quelques "grandes familles", les logeurs et les associations comme autant de "connivences". Pour bon nombre de bénévoles, les relations sont multiples avec ceux qui interviennent au titre du développement social des quartiers (DSQ).

Les ADLM ne se cantonnent pas aux seuls quartiers ciblés ni aux axes d'action retenus dans le cadre des procédures de développement social. Néanmoins, l'association encadre des activités et joue ainsi un rôle d'auxiliaire de l'action publique. Elle illustre un certain type d'activité associative, faite d'appropriations et de recyclage des principes ou des dispositifs mis en avant au titre de l'action publique, mais sa dynamique propre ne se réduit pas à ces injonctions, même si elle ne les ignore pas totalement.

Les femmes dans l'espace public

En se référant à son objet officiel, on peut considérer que l'ADLM, en l'espace de deux ans et demi, a atteint son objectif - la réouverture de la maternité - et n'a plus de raison d'être. En fait, dès le départ, des activités secondaires par rapport à l'objectif affiché structurent l'association, qui apparaît alors comme un support dont la vocation n'est pas clairement définie. A la fin de 1994, l'activité périphérique devient principale : des groupes de paroles, instaurés dès 1992, se poursuivent et d'autres activités vont se mettre en place. La calligraphie devient une activité régulière (tous les lundis soir). Une permanence est organisée : tous les mercredis, l'une des membres de l'association se tient dans la salle d'attente, à la disposition des femmes voulant discuter. Le même jour, les femmes d'un quartier de la ville viennent tisser avec l'aide d'une animatrice, une tisserande dont les vacations sont payées grâce à une subvention du Fas.

A la demande des médecins, les femmes de l'ADLM interviennent auprès des malades en guise d'aide psychologique ou, dans le cas des femmes

étrangères, pour des problèmes de compréhension et d'interprétariat. L'association entretient des relations avec divers travailleurs sociaux hors de la maternité, et organise ponctuellement des goûters avec les enfants des quartiers. Aujourd'hui, le groupe de parole est assisté d'une psychologue (qui intervient tous les quinze jours) et réunit les membres actifs de l'association; il s'ouvre ponctuellement à d'autres femmes des quartiers. Les sujets traités sont relatifs à l'exercice de la parenté, et plus précisément à la relation avec les enfants. La psychologue fait partie de l'École des parents et ses vacations sont payées par l'association.

Les tensions au sein de l'association se sont exprimées publiquement après l'inauguration de la maternité (qui signait la victoire de l'association). L'équipe dirigeante du départ, surtout la "fondatrice" et présidente, s'est trouvée évincée, et les femmes - françaises et immigrées mais plus jeunes - ont pris le pouvoir en imposant des activités que refusait l'ancienne équipe. L'histoire des Amis de la maternité tend à illustrer un processus graduel d'engagement public, avec une dimension spécifique concernant les rapports sociaux de sexe, et on peut penser que certaines femmes utilisent le système associatif comme un tremplin pour renégocier leurs positions.

L'affranchissement de la tutelle des "époux"

En ce sens, l'engagement équivaut à un processus d'affranchissement graduel de l'espace privé. Les premiers temps sont marqués par la prudence dont font preuve ces femmes, tant à l'égard du voisinage que de l'époux. On le voit à la manière dont sont au début gérées les réunions de l'association, pas trop nombreuses et jamais le soir. En effet, la maternité est située dans le "village", le centre historique, à distance des quartiers; se rendre aux réunions de l'association oblige donc à s'en éloigner. Il est vrai que cela évite aussi de trop s'exposer dans une action publique auprès du voisinage, ce qui ménage la position des époux. C'est bien plus tard que des activités de sorties, notamment au profit des enfants, seront organisées dans les quartiers "d'origine", mais à partir d'une nouvelle position des femmes. Car les femmes de l'association mobilisent alors d'autres habitantes dans les quartiers, tout en s'occupant de trouver les aides nécessaires à l'organisation des sorties (transport, éventuellement aides financières), en s'appuyant sur les équipements de proximité et sur les autres intervenants sociaux.

Les activités ont lieu de jour, ce qui se conçoit d'autant plus qu'elles impliquent souvent les enfants, comme lorsqu'il s'agit d'organiser des sorties, par exemple au parc de Miribel, à peu de distance de la ville. Mais même les activités concernant les seules femmes sont prévues dans ces plages horaires. Certes, la charge de mère explique pour partie ce fonctionnement, mais entre également la position d'épouse en jeu. Les activités ou les réunions en soirée restent exceptionnelles, sauf lorsqu'elles permettent d'associer les époux (par exemple, des fêtes dans le quartier avec un repas).

Certaines sorties - comme un séjour à Paris pour visiter la ville ou un colloque à Strasbourg sur le thème de la toxicomanie - remettent tout de même en cause ces règles. Dans les deux cas, certaines femmes ont dû "préparer le terrain" auprès de leur époux, et soulignent la prudence dont elles ont fait preuve. D'abord, ce n'est "qu'après un certain temps dans l'association... et un certain temps d'habitudes" que ce genre de projet est devenu concevable. La manière de présenter ces "exceptions" semble délicate. Ainsi, l'une d'entre elles souligne : "Je lui [le mari] demande. . . je lui impose pas... c'est important qu'il dise [son accord]. " L'argumentation semble rodée : "C'est pour les enfants, et pour faire quelque chose. " Ce rapport aux enfants laisse entendre un engagement "noble" et "utile", dans un domaine qui reste référé à une compétence de mère, par opposition, implicitement, à des "futilités" ou à des activités moins clairement réparables.

Les époux sont présentés comme des personnages un peu en retrait de la vie sociale, qu'il faut rassurer par rapport à l'engagement des épouses: "Il faut y aller doucement... ", dit une des femmes; "moi, j'explique. . . c'est long, mais il le faut... ", dit une autre. Lorsque, par la suite, les époux se trouvent impliqués dans la vie associative, avec la participation de certains d'entre eux aux conseils d'administration, les réunions pour cause d'assemblée générale ou pour d'autres motifs, même éventuellement en soirée, se voient plus facilement justifiées. Car trois hommes - sollicités par leurs épouses - sont présents institutionnellement et occupent formellement des postes d'administrateurs, ce qui les place en position "haute", au service de l'association.

L'engagement associatif, ou la réalisation de soi

Les associations offrent un espace intermédiaire pour constituer un "nous" qui s'affirme plus ou moins conjoncturellement (en attendant le retour, pour dépasser les difficultés sociales...) ou pour faire don de l'héritage (à partager). Une lecture diachronique de l'engagement associatif laisse entrevoir une double prise de distance : d'abord avec la communauté d'origine (et cela en se préservant de trop de proximité avec l'Autre), puis avec la communauté d'accueil. La personne s'impose, pourrait-on dire, par l'effet des relations interculturelles et par l'effritement, puis l'éviction de l'arrière-plan communautaire.

L'amenuisement de la perspective du retour, mais aussi la contestation des adolescents constituent un affaiblissement de cette pression du groupe qui agissait en protecteur. Sa disparition de fait accroît l'exposition au reste de la société, avec tous les dangers inhérents au statut d'étranger. C'est sans doute pour conjurer un tant soit peu le danger que se construit parfois un engagement dans l'espace public avec des semblables de condition. On peut penser que l'alliance de ceux-ci, outre l'accès à l'espace public que cela permet, vise ou tente de préfigurer une recomposition de l'identité de tous.

Lorsqu'un "jeune" s'autorise une exclamation du type "c'est ma vie !", pour tenter de prendre part à des décisions qui le concernent (l'orientation à l'école, le choix du conjoint. . .), il reprend une expression qui est indicible dans les premières associations parce que blasphématoire ("la vie appartient à Dieu"), alors que ce type de contestation par lequel se construit l'individualité devient concevable dans les associations de la deuxième vague. Cette émergence de l'individu n'est pas sans rapport avec la consécration de la dimension individuelle dans la société française à partir des années soixante. Ces espaces intermédiaires que sont les associations, pour les immigrés ou enfants d'immigrés, grossissent ce qui se passe par ailleurs. L'individualisme comme valeur s'impose encore plus comme une évidence dans les années soixante, et le "décalage" entre les modèles culturels s'en ressent d'autant, non pas pour les primo-migrants mais bien plus pour les enfants. La réalisation de soi s'entend comme une évidence et va de pair avec la réduction du poids des appartenances groupales.